



**LYONNAISE DES EAUX**

*Direction Régionale  
Ile de France Nord - Picardie - Champagne  
Rue Buhl - B.P n° 11  
60103 - CREIL CEDEX  
☎ 44.29.35.22*

**SOUS-PREFECTURE**

**29 MAI 1996**

**60309 SENLIS**

*SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT*

**Syndicat Intercommunal d'Assainissement et des Eaux  
de VILLERS-SOUS-SAINT-LEU**

**AUTORISATION DE REJETS DE LA STATION D'EPURATION**

Date d'expédition :

Date de réception :

**AUTORISATION DE REJETS  
DE LA STATION D'EPURATION**

REPUBLIQUE FRANCAISE

---  
DEPARTEMENT DE L'OISE  
---

ARRETE PREFECTORAL  
---

REJETS  
effectués sur le Domaine Public Fluvial  
---

Rivière d'Oise canalisée  
Département de l'Oise  
Commune de VILLERS SOUS SAINT LEU  
STEP du S.I.A.E. des communes de SAINT LEU D'ESSERENT,  
PRECY SUR OISE, VILLERS SOUS ST LEU ET BLAINCOURT  
LES PRECY

PETITIONNAIRE : SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT  
ET DES EAUX

LE PREFET du DEPARTEMENT de l'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la pétition et les pièces annexes en date du 9 février 1994 par laquelle le S.I.A.E. de VILLERS SOUS ST LEU dont le siège social est 15, rue de l'Eglise 60340 VILLERS SOUS ST LEU, sollicite l'autorisation d'établir et d'utiliser des ouvrages de rejet dans la rivière d'Oise, au titre des rubriques 2.2.0., 5.1.0., 5.2.0. et 6.1.0. fixées par le décret n°93.743 du 29 mars 1993.

Vu la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau

Vu la loi de finances pour 1991 (n° 90-1168 du 29 décembre 1990) notamment son article 124

Vu la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée par la loi n°92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

Vu le décret n°67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 précitée

Vu le décret n°87-154 du 23 février 1987 relatif à la coordination interministérielle dans le domaine de l'eau

Vu le décret n°75-177 du 12 mars 1975 portant application des articles 6 (3°), 9 et 23 de la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 précitée et l'arrêté pris pour son application

Vu la loi n°76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature

Vu le décret n°77.1141 du 12 octobre 1977 modifié par le décret n°93.245 du 25 février 1993 pris pour l'application de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976

Vu le décret n°82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et l'action des services et organisme public de l'Etat dans le Département

Vu le décret n°91-696 du 18 juillet 1991 pris pour l'application de l'article 124 de la loi de finances pour 1991 (n°90-1168 du 29 décembre 1990) portant statut des voies navigables de France

Vu le décret n°91-796 du 20 août 1991 relatif au domaine confié à voies navigables de France par l'article 124 de la loi de finances pour 1991 (n°90-1168 du 29 décembre 1990)

Vu le décret n°91-797 du 20 août 1991 relatif aux recettes instituées au profit de Voies Navigables de France par l'article 124 de la loi de Finances pour 1991 (n°90-1168 du 29 décembre 1990)

Vu le décret n°93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

Vu le décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

Vu le décret n°91-798 du 20 août 1991 pris en application de l'article 1er (7°) du décret n°91-796 du 20 août 1991 relatif au domaine confié à Voies Navigables de France par l'article 124 de la loi de finances pour 1991

Vu la circulaire du 10 juin 1976 du ministère de la santé publique et de la Sécurité Sociale relative à l'assainissement des agglomérations et à la protection sanitaire des milieux récepteurs

Vu la circulaire interministérielle du 22 janvier 1973 relative au contrôle de la qualité et au débit des eaux usées rejetées dans les eaux superficielles et dans les eaux de mer.

Vu la circulaire interministérielle du 14 janvier 1977 relative à l'autorisation de déversements, écoulements, jets, dépôts et autres faits susceptibles d'altérer la qualité des eaux superficielles, souterraines et de la mer dans les limites territoriales.

Vu l'arrêté du 20 novembre 1979 portant application du décret n°73-218 du 23 février 1973

Vu l'arrêté du 7 juillet 1983 fixant les conditions dans lesquelles s'effectuent les opérations de contrôle des rejets et des eaux réceptrices

Vu la circulaire du 4 novembre 1980 relative à la détermination de la qualité des effluents de la station d'épuration.

Vu le décret 93.1182 du 21 octobre 1993 relatif à la procédure applicable aux opérations entreprises dans le cadre de l'article 31 de la loi n°92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

Vu les avis émis par les Services consultés, à savoir :

- Avis en date du 11 juillet 1994 du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

- Avis en date du 26 juillet 1994 du Directeur Départemental de l'Équipement.

- Avis en date du 5 juillet 1994 du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Vu la délibération en date du 29 juin 1994 du Conseil Municipal de VILLERS SOUS ST LEU

Vu la délibération en date du 9 mai 1994 du Conseil Municipal de ST LEU D'ESSERENT.

Vu la délibération en date du 3 juin 1994 du Conseil Municipal de PRECY SUR OISE.

Vu la délibération en date du 3 juin 1994 du Conseil Municipal de BLAINCOURT LES PRECY.

Vu la délibération en date du 22 juin 1994 du Conseil Municipal de BORAN SUR OISE.

Vu la délibération en date du 20 juin 1994 du Conseil Municipal de GOUVIEUX.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 Avril 1994 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique

Vu le résultat de l'enquête à laquelle il a été procédé du 11 Mai 1994 au 11 Juin 1994 sur les communes de VILLERS SOUS ST LEU, ST LEU D'ESSERENT, PRECY SUR OISE, BLAINCOURT LES PRECY, BORAN SUR OISE et GOUVIEUX.

Vu le rapport du Commissaire Enquêteur en date du 21 juin 1994.

Vu le rapport de l'Ingénieur du Service de la Navigation de la Seine en date du 20 septembre 1994.

Vu l'avis du pétitionnaire sur le projet d'arrêté d'autorisation en date du 4 juillet 1994.

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du

6 OCT. 1994

Sur propositions de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture

A R R E T E :

ARTICLE 1er : OBJET DE L'AUTORISATION

Est soumis aux conditions du présent arrêté, l'usage des ouvrages de rejet que le S.I.A.E. de VILLERS SOUS ST LEU est autorisé à utiliser pour évacuer les effluents épurés provenant de son réseau d'assainissement ainsi que les ouvrages d'évacuation des eaux pluviales et le déversoir d'orage.

ARTICLE 2 : CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES A L'ETABLISSEMENT DES OUVRAGES

Les dispositifs de rejet doivent être aménagés de manière à réduire au minimum les perturbations apportées par le déversement au milieu récepteur aux abords du point de rejet, compte tenu des utilisations de l'eau à proximité immédiate de celui-ci.

Les ouvrages présentent les caractéristiques suivantes :

1°) Rejet de la Station d'Epuration :

au P.K. 48,666 rive droite, commune de Villers sous st Leu.

2°) Déversoir d'orage :

au P.K. 48,064 rive droite par T1300, commune de Précy sur Oise.

3°) Rejets pluviaux :

Commune de ST LEU D'ESSERENT

au P.K. 52,627 par une canalisation de diamètre 600 (Vanne de crue)

au P.K. 52,461 par une canalisation de diamètre 800

au P.K. 51,891 par une canalisation de diamètre 250

au P.K. 51,789 par un ovoïde T 1500

au P.K. 51,539 par une canalisation de diamètre 300

Commune de VILLERS SOUS ST LEU

au P.K. 48,976 par un ovoïde T 1000 (Fossé)

Commune de PRECY SUR OISE

au P.K. 48,478 par une canalisation de diamètre 200

au P.K. 48,245 par une canalisation de diamètre 300

au P.K. 47,793 par une canalisation de diamètre 300

au P.K. 47,492 par une canalisation de diamètre 800

au P.K. 46,659 par une canalisation de diamètre 800

Ils ne doivent pas faire saillie en rivière et ne pas entraver l'écoulement des eaux et la navigation.

Des plans cotés des ouvrages d'évacuation sont remis au Chef du Service de la Navigation.

**ARTICLE 3 : CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AU REJET ET A L'USAGE DES OUVRAGES**

**I - REJET DE LA STATION D'EPURATION**

Le rejet visé à l'article 2.1 du present arrêté doit répondre aux caractéristiques suivantes, définies conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 Novembre 1979 portant application du décret n°73-218 du 23 février 1973.

Les effluents d'origine urbaine sont déversés dans le milieu naturel après épuration au niveau ENK2NGL1 (circulaire du 4 novembre 1980).

**1-1 - PAR TEMPS SEC**

**DEBITS**

| Débit maximal<br>instantané | Volume ne pouvant être dépassé<br>pendant : |                        |
|-----------------------------|---|------------------------|
|                             | 2 heures consécutives                       | 24 heures consécutives |
| 200 m3/h                    | 400 m3                                      | 3 000 m3               |



CONCENTRATION MAXIMALE EN MG/l

| Paramètres | Echantillon<br>moyen non décanté<br>sur 2 h | Echantillon<br>moyen non décanté<br>sur 24 h |
|------------|---|--|
| MES        | 30  | 30   |
| DCO        | 120   | 90   |
| DBO5       | 40  | 25   |
| NTK        | 15  | 10   |
| NGL        | 25  | 20   |

FLUX MAXIMAL EN kg

| Paramètres | Flux de pollution ne pouvant être<br>dépassé pendant : |                        |
|------------|--|------------------------|
|            | 2 heures consécutives                                  | 24 heures consécutives |
| MES        | 12   | 90                     |
| DCO        | 48   | 270                    |
| DBO5       | 16   | 75                     |
| NTK        | 6  | 30                     |
| NGL        | 10   | 60                     |

1-2 PAR TEMPS DE PLUIE

DEBITS

| Débit maximal<br>instantané | Volume ne pouvant être dépassé<br>pendant : |                        |
|-----------------------------|---|------------------------|
|                             | 2 heures consécutives                       | 24 heures consécutives |
| 224 m3/h                    | 448 m3                                      | 5376 m3                |

CONCENTRATION MAXIMALE EN MG/l

| Paramètres | Echantillon<br>moyen non décanté<br>sur 2 h | Echantillon<br>moyen non décanté<br>sur 24 h |
|------------|---|--|
| MES        | 30  | 30   |
| DCO        | 120   | 90   |
| DBO5       | 40  | 25   |
| NTK        | 15  | 10   |
| NGL        | 25  | 20   |

## bFLUX MAXIMAL en Kg

| Paramètres | Flux de pollution ne pouvant être dépassé pendant |                        |
|------------|---|------------------------|
|            | 2 heures consécutives                             | 24 heures consécutives |
| MES        | 13,440  | 161,280                |
| DCO        | 53,760  | 483,840                |
| DBO5       | 17,920  | 134,400                |
| NTK        | 6,720   | 53,760                 |
| NGL        | 11,200  | 107,520                |

La station devra être conçue pour permettre l'adjonction ultérieure d'un procédé d'élimination du phosphore total à 80%.

Si le débit maximal instantané en entrée est supérieur à 224 m<sup>3</sup>/h, les eaux en excès seront dirigées dans le bassin d'orage et le clarificateur de l'ancienne station pour y subir un prétraitement. Ce volume de stockage de 1200m<sup>3</sup> sera envoyé sur la nouvelle station pour y être traité ultérieurement par temps sec. Si le volume de 1200m<sup>3</sup> est dépassé, les eaux seront rejetées à l'Oise avec un abattement de 90% des matières décantables.

## ARTICLE 4 : RACCORDEMENT DES INDUSTRIELS

En application de l'article 34 des Installations Classées du 1er Mars 1993, le raccordement d'industriels à une station d'épuration urbaine n'est envisageable que dans le cas où les installations sont aptes à traiter l'effluent industriel. Ce raccordement doit faire l'objet d'une convention préalable fixant les caractéristiques des effluents déversés.

## II - DEVERSOIR D'ORAGE

L' ouvrage visé à l'article 2.2 du présent arrêté ne devra pas présenter d'écoulement par temps sec. Par temps de pluie, il ne pourra déverser que lorsque la capacité maximum de la station d'épuration sera dépassée.

La qualité des eaux déversées ne devra pas être inférieure à la qualité des eaux brutes aboutissant à la station.

Des arrêtés complémentaires préciseront ultérieurement les spécifications techniques applicables à ce rejet.

Dans l'immédiat, le pétitionnaire devra étudier le fonctionnement de ces ouvrages et quantifier leurs rejets, au besoin en les dotant d'appareils de mesure et remettre un dossier complémentaire dans un délai de 2 ans.

## III - REJETS PLUVIAUX STRICTS

Les ouvrages visés à l'article 2.3 du présent arrêté devront avoir un débit nul par temps sec.

Des arrêtés complémentaires préciseront ultérieurement les spécifications techniques applicables à ces rejets.

Dans l'immédiat, le pétitionnaire devra étudier le fonctionnement de ces ouvrages et quantifier leurs rejets, au besoin en les dotant d'appareils de mesure et remettre un dossier complémentaire dans un délai de 2 ans.

## IV - PRESCRIPTIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES REJETS

- la température doit être inférieure à 28°C
- le PH doit être compris entre 6,5 et 8,5
- la couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur.

## Substances capables d'entraîner la destruction du poisson

L'effluent ne doit pas contenir de substances capables de porter atteinte à la vie, la reproduction, et la qualité alimentaire du poisson après mélange avec les eaux réceptrices à 50m en aval du point de rejet et à 2 m de la berge.

### **Hydrocarbures**

Les effluents rejetés ne devront pas contenir d'hydrocarbures en quantité susceptible de provoquer l'apparition d'un film visible à la surface de l'eau à l'aval immédiat du rejet ou sur les berges et ouvrages situés à proximité. A cet effet, toutes précautions utiles devront être prises pour éviter le rejet accidentel d'huiles à l'égout.

### Odeur

L'effluent ne dégage aucune odeur, il n'en dégage pas non plus après 5 jours d'incubation à 20°C.

### Conditions particulières

Le permissionnaire s'engage à supporter les frais de toutes modifications de ses installations résultant de l'exécution des travaux d'entretien ou d'aménagement de la voie navigable. Il s'engage à supporter toutes conséquences de quelque nature que ce soit de ces travaux sans pouvoir mettre en cause l'Etat ni élever de ce chef aucune réclamation ou demander aucune indemnité sous quelque forme que ce soit.

Tout changement aux ouvrages susceptibles d'augmenter le débit instantané maximum de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle réglementation.

Le permissionnaire doit prendre toutes précautions utiles en raison des venues d'eau possibles par la canalisation de rejet.

En cas d'incident ou autre évènement entraînant le non respect des normes de rejet, le pétitionnaire devra informer immédiatement le Service chargé de la police des eaux (SNS).

De même les opérations d'entretien nécessitant un by-pass éventuel, même partiel, d'eaux non traitées devront être soumises à l'accord préalable du Service de la Navigation de la Seine et programmées hors période sensible".

#### ARTICLE 4 - DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée pour une durée de 5 ans à compter de la date de la signature de l'arrêté.

Elle cessera de plein droit le 31 Décembre 1997 si l'autorisation n'est pas renouvelée.

#### ARTICLE 5 - MODALITES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL

Les modalités d'occupation du domaine public fluvial sont définies par convention passée entre le pétitionnaire et l'Etablissement Public "Voies Navigables de France".

La présente autorisation n'est effective que si cette convention est valide.

#### ARTICLE 6 - EXECUTION DES TRAVAUX DE L'OUVRAGE DE REJET

Les travaux autorisés seront sous la surveillance d'un agent du Service de la Navigation qui tracera les alignements.

Le permissionnaire devra prévenir au moins huit jours à l'avance l'Ingénieur Subdivisionnaire du Service de la Navigation de la Seine dans le ressort duquel est situé le lieu de l'occupation de l'époque à laquelle les travaux seront commencés. Ils devront être exécutés dans le délai maximum de trois mois à dater de la notification du présent arrêté.

#### ARTICLE 7 - CARACTERES DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable, sans indemnité.

Les droits des tiers sont et demeurent expressement réservés.

Le permissionnaire est responsable des accidents et dommages causés aux tiers et avaries qui peuvent survenir aux bateaux et aux ouvrages publics du fait du déversement des eaux usées par ses installations ou des travaux qu'il effectue.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général de la navigation ou du point de vue de la pêche, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie ou de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourra demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

Toutefois, si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédées le présent arrêté.

L'autorisation peut être révoquée, à la demande du Chef de Service de la Navigation en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'occupation ou d'inexécution des prestations de l'arrêté.

#### ARTICLE 8 : RENOUELEMENT EVENTUEL DE L'AUTORISATION

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation il devra, au moins six mois avant la date d'expiration de la date fixée par l'article 4 du présent arrêté, en faire la demande par écrit au Préfet compétent en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

#### ARTICLE 9 : CHANGEMENT DE DOMICILE - NOTIFICATION

En cas de changement de domicile et faute pour le permissionnaire d'avoir fait connaître son domicile, toutes notifications lui seront faites à la mairie de la Commune du lieu de l'occupation.

#### ARTICLE 10 : CONTROLE DES INSTALLATIONS, DES EFFLUENTS, DES EAUX RECEPTRICES

##### 1°) par l'administration

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la Police des Eaux.

Les agents des services publics, notamment ceux du service de la navigation doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.



Le permissionnaire doit, à leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les matériels nécessaires.

Un contrôle des effluents, effectué par des prélèvements dans l'effluent et dans les eaux réceptrices, sera réalisé conformément aux textes en vigueur..

Le contrôle s'effectue comme suit :  
sur les rejets de la Station (by-pass inclus)

1°) conformément au programme ci-après :

dans la limite de trois contrôles par an, sur 24 heures ou 2 heures, dans les effluents proprement dits et dans le milieu récepteur au voisinage du rejet, à deux mètres de la berge.

2°) hors programme

par des vérifications inopinées supplémentaires notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non conformité aux dispositions de la présente autorisation.

Les analyses pourront concerner notamment le pH, la température, la DBO5, la DCO, les MES, le NTK, le NO3, le NO2, le P total, les micro polluants.

Les mesures doivent pouvoir être faites dans de bonnes conditions de précision. Chaque canalisation de rejet dans le milieu naturel doit être aménagée en conséquence; elle doit être munie d'un dispositif de mesure de débit agréé par l'Administration.

Le dispositif de mesure de débit sera de préférence installé dans un chenal ouvert et devra permettre l'application d'une relation hauteur/débit que le permissionnaire devra apporter à la connaissance du Service chargé de la Police des Eaux, à la requête de celui-ci.

La mesure devra être effectuée en un point représentatif de la totalité des effluents déversés par l'ouvrage de rejet, by-pass ou déversoir d'orage éventuels compris.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement sur l'ouvrage d'évacuation doit être aménagé pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

Les dépenses afférentes à la prise d'échantillons nécessaires des effluents et des eaux réceptrices, leurs analyses dans les conditions prescrites par la loi sur l'eau et par les textes pris pour son application, sont à la charge du permissionnaire, si ces vérifications sont effectuées dans le cadre du programme ci-dessus ou en cas d'infraction.

2°) Autosurveillance

a) Sur les effluents rejetés

L'exploitant est tenu d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles journaliers instantanés et des contrôles mensuels portant sur les paramètres suivants : MES, DBO5, DCO, NTK, NO3, P, pour apprécier la qualité du rejet au regard de la protection de l'environnement.

Ces contrôles mensuels sont effectués sur un échantillon moyen 24 heures représentatif du rejet.

L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel seront reportés les volumes journaliers rejetés.

Les mesures, contrôles et analyses sont à la charge de l'exploitant et les résultats sont transmis au Service chargé de la Police des Eaux tous les trimestres.

ARTICLE 11 - PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Chef du Service et les Agents du Service de la Navigation sont chargés, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire par les soins de Monsieur le Préfet

Fait à COMPIEGNE, le 13 NOV. 1994  
Pour le Préfet et par délégation,

L'Ingénieur en Chef des Ports et Chaussées  
chargé du Service de la Navigation de la Seine  
Pour l'Ingénieur en Chef émoché,  
L'Ingénieur d'Arrondissement délégué

R. CAPITAIN